

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 84 — 1914

25 JUNI 1984. — Besluit van de Executieve
betreffende de verdeling van het artikel 01.04 van de sectie 31 van titel I :
« uitgaven van alle aard met betrekking tot de overheveling van de diensten naar de Franse Gemeenschap »

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet houdende de begroting van de Franse Gemeenschap van het begrotingsjaar 1984, inzonderheid het artikel 13, op 20 januari 1984 afgekondigd;

Gelet op het besluit van de Executieve van 3 februari 1982 houdende regeling van de ondertekening der akten van de Executieve;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 juni 1984;

Op de voordracht van Onze Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, belast met de begroting,

Besluit:

Artikel 1. Een bedrag van 500 000 frank (vijfhonderdduizend), uitgetrokken op het artikel 01.04.11, section 31, sector Secretariaat-Generaal, titel I van de begroting van de Franse Gemeenschap van het begrotingsjaar 1984 wordt overgedragen naar het artikel 11.04.11 van dezelfde sectie 31.

Art. 2. Onze Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 juni 1984.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap:

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,
belast met de Culturele Aangelegenheden en met de Buitenlandse Beteiligingen,

Ph. MOUREAUX

F. 84 — 1915

13 JUILLET 1984. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les conditions générales et particulières de reconnaissance des bibliothèques publiques locales, principales et centrales en application des articles 2, § 2, et 4, du décret du 28 février 1978 organisant le Service public de la lecture

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 28 février 1978 organisant le Service public de la lecture, notamment les articles 2, § 2, et 4;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 20 décembre 1982 relatif aux membres du personnel dirigeant et technique des bibliothèques publiques reconnues, et aux subventions-traitements, les annexes y comprises;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 juin 1984 fixant les critères selon lesquels les pouvoirs organisateurs des bibliothèques publiques reconnues établissent le cadre de leur personnel;

Vu l'arrêté ministériel du 28 février 1980 définissant les différents types de bibliothèques publiques et organisant le développement fonctionnel du réseau;

Vu l'avis du Conseil supérieur des bibliothèques publiques;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre-Président et vu la délibération de l'Exécutif du 19 juin 1984,

Arrêtons :

TITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux bibliothèques publiques locales, principales et centrales.

Art. 2. Pour être reconnue dans le cadre du décret du 28 février 1978, toute bibliothèque publique doit satisfaire aux conditions générales de reconnaissance visées au titre II du présent arrêté et aux conditions particulières à sa catégorie visées au titre III du présent arrêté, et travailler selon les normes bibliothéconomiques propres à sa catégorie déterminées par circulaire du Ministre qui a le Service public de la lecture dans ses attributions.

TITRE II. — Conditions générales de reconnaissance

CHAPITRE 1^{er}. — Des locaux.

Art. 3. § 1^{er}. Pour être reconnue dans le cadre du décret du 28 février 1978 et remplir sa mission de façon efficace, toute bibliothèque publique doit disposer de locaux destinés à l'organisation des services prévus par l'arrêté ministériel du 28 février 1980.

Pour une construction nouvelle, l'ensemble des services est situé dans un même immeuble.

§ 2. Ces locaux doivent répondre aux exigences visées :

— à l'article 58 du présent arrêté pour les bibliothèques publiques locales;

— à l'article 63 pour les bibliothèques publiques principales;

— à l'article 70 pour les bibliothèques publiques centrales.

§ 3. Quand une bibliothèque publique est reconnue dans plusieurs catégories, il y a cumul des locaux imposés pour chaque catégorie.

Art. 4. § 1^{er}. Pour remplir sa mission de façon efficace, toute bibliothèque publique peut, en outre, disposer de filiales et/ou de dépôts qui sont des services décentralisés sub-locaux instaurés pour répondre aux besoins d'une partie de la population du territoire de compétence de la bibliothèque publique.

§ 2. Pour permettre à la bibliothèque publique qui en dispose de remplir sa mission de façon efficace, chaque filiale d'une bibliothèque publique doit être installée dans des locaux accessibles au public dont la répartition interne entre les différentes activités et la superficie totale minimale par nombre de lecteurs à desservir sont déterminées comme suit :

Nombre de lecteurs à desservir	Répartition interne des locaux entre les différentes activités			Superficie totale minimale des locaux accessibles au public
	1. Prêts et comptoir(s) de prêts	2. Jeunesse	3. Lecture	
Jusqu'à 250 lecteurs	30 m ²	10 m ²	10 m ²	50 m ²
500 lecteurs	40 m ²	15 m ²	15 m ²	70 m ²
750 lecteurs	60 m ²	15 m ²	15 m ²	90 m ²
1 000 lecteurs	70 m ²	20 m ²	20 m ²	110 m ²
1 250 lecteurs	90 m ²	20 m ²	20 m ²	130 m ²
1 500 lecteurs	100 m ²	25 m ²	25 m ²	150 m ²
1 750 lecteurs	120 m ²	25 m ²	25 m ²	170 m ²
2 000 lecteurs	130 m ²	30 m ²	30 m ²	190 m ²
2 250 lecteurs	150 m ²	30 m ²	30 m ²	210 m ²
2 500 lecteurs	160 m ²	35 m ²	35 m ²	230 m ²

Le nombre de lecteurs d'une filiale est fixé par le pouvoir organisateur de la bibliothèque publique qui en dispose.

Pour autant que la superficie totale minimale des locaux accessibles au public soit respectée, les superficies relatives imposées ci-dessus pour les différentes activités peuvent être modifiées jusqu'à 10 %.

Outre les superficies imposées ci-dessus, il faut prévoir une réserve et un local de travail.

§ 3. Pour permettre à la bibliothèque publique qui en dispose de remplir sa mission de façon efficace, tout dépôt d'une bibliothèque publique doit être installé dans un local spécifique permanent d'une superficie minimale de 30 m².

Art. 5. Dès qu'une bibliothèque publique dispose d'une filiale ou d'un dépôt, elle doit prévoir des locaux d'une superficie de 12 m² à 36 m² lui permettant d'y assurer le travail de gestion de chacune de ses filiales et/ou de chacun de ses dépôts et la coordination générale de leurs activités.

CHAPITRE II. — Du personnel dirigeant et technique

Section première. — Dispositions générales

Art. 6. Le personnel dirigeant est celui qui est appelé, sous une responsabilité propre ou collective, à prendre des décisions de conception, d'organisation et d'administration de la bibliothèque publique reconnue, de ses services, de ses sections, et de ses filiales et/ou dépôts éventuels.

Art. 7. Le personnel technique exécute les tâches bibliothéconomiques dans la bibliothèque publique reconnue, ses services, ses sections, et ses filiales et/ou dépôts éventuels.

Art. 8. Le fait d'être titulaire d'un nouveau grade du personnel dirigeant et technique ne confère pas d'office l'octroi de la subvention-traitement y afférente.

Les subventions-traitements ne sont octroyées que pour le nombre des membres du personnel fixé par catégorie par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 20 décembre 1982 et dans les limites du cadre fixées par catégorie par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 juin 1984.

Section II. — Intégration des membres du personnel

Art. 9. Les membres du personnel dirigeant et technique désignés dans une bibliothèque publique reconnue après la publication de cet arrêté au *Moniteur belge* doivent être pourvus des titres requis visés à l'annexe II de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 20 décembre 1982 et, le cas échéant, répondre aux exigences visées à l'annexe III du même arrêté.

Sous-section première

Transposition des membres du personnel ayant les qualifications requises

Art. 10. Les membres du personnel en fonction dans une bibliothèque publique à la date de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* et qui sont pourvus des titres requis visés à l'annexe II de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 20 décembre 1982 et qui, le cas échéant, répondent aux exigences visées à l'annexe III du même arrêté, sont transposés de plein droit et immédiatement dans le nouveau grade du personnel dirigeant ou technique qui correspond à leurs qualifications, et ce, au moment de la reconnaissance de la bibliothèque publique conformément au décret du 28 février 1978.

Sous-section II

Assimilation des membres du personnel dépourvus des titres requis

Art. 11. Les membres du personnel en fonction dans une bibliothèque publique à la date de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* et qui sont dépourvus des titres requis visés à l'annexe II de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 20 décembre 1982 peuvent introduire une demande d'assimilation aux nouveaux grades du personnel dirigeant et technique auprès de la commission d'équivalence organisée par le présent arrêté, et ce, déjà quand la bibliothèque publique demande la reconnaissance afin que leur assimilation puisse prendre effet dès la première reconnaissance de la bibliothèque publique conformément au décret du 28 février 1978.

Sous-section III. — Commission d'équivalence

Art. 12. Le Ministre qui a le Service public de la lecture dans ses attributions crée une commission d'équivalence chargée de déterminer auquel des nouveaux grades du personnel dirigeant et technique sont assimilés les membres du personnel visés à l'article 11 du présent arrêté.

Art. 13. La commission est présidée par un magistrat.

Art. 14. § 1^{er}. La commission est composée de six membres :

- deux représentants du Conseil supérieur des bibliothèques publiques;
- deux représentants des associations professionnelles de bibliothécaires;
- un représentant francophone de l'Union des villes;
- un représentant francophone de l'Association des provinces.

Ces membres sont désignés par le Ministre sur des listes doubles présentées d'une part, par l'administration de la lecture publique et d'autre part, par le Conseil supérieur des bibliothèques publiques.

§ 2. Les représentants de l'administration de la lecture publique siègent de droit à titre consultatif.

Des représentants des organisations représentatives des travailleurs assistent comme observateurs.

Art. 15. Un fonctionnaire de l'administration de la lecture publique est désigné par le Ministre pour assurer le secrétariat de la commission.

Art. 16. La commission établit son règlement d'ordre intérieur.

Art. 17. Les membres de la commission ont droit à un jeton de présence. Leurs frais de parcours et de séjour leur sont remboursés conformément à la législation en vigueur.

Art. 18. Les intéressés visés à l'article 11 introduisent un dossier auprès de la commission par le canal du pouvoir organisateur dont ils relèvent.

Art. 19. La commission examine chaque cas en particulier et décide du grade du personnel dirigeant ou technique à octroyer au membre du personnel concerné, en tenant compte de l'avis du pouvoir organisateur dont il relève, de l'avis de l'administration compétente, sur base de l'expérience de l'intéressé, de sa valeur professionnelle, de l'ancienneté et de la nature de ses services.

Art. 20. Les décisions sont motivées et se prennent à la majorité absolue des membres présents. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Art. 21. Le président de la commission communique la décision à l'intéressé dans les 20 jours ouvrables et en adresse une copie au pouvoir organisateur dont relève l'intéressé et une copie à l'administration de la lecture publique.

Art. 22. En cas de contestation de l'intéressé ou du pouvoir organisateur dont il relève, l'un et l'autre disposent de dix jours ouvrables pour faire valoir leurs objections par pli recommandé auprès du président de la commission.

L'intéressé comme le représentant du pouvoir organisateur dont il relève peuvent demander à être entendus par la commission. Dans ce cas, l'administration compétente délègue son représentant à l'audition.

CHAPITRE III. — Des collections

Sous-section première. — Harmonie et distribution

Art. 23. Pour être reconnue dans le cadre du décret du 28 février 1978 et remplir sa mission de façon efficace, toute bibliothèque publique doit mettre à la disposition de ses lecteurs des collections qui répondent aux critères fixés par le décret du 28 février 1978 et qui doivent être constituées d'ouvrages répartis de la manière suivante :

- 35 % au minimum d'ouvrages classifiés, plus
- 15 % au minimum d'ouvrages pour la jeunesse, plus
- 10 % au minimum d'ouvrages de référence et/ou usuels, plus
- 40 % au maximum d'autres ouvrages.

Cette harmonie doit être constamment maintenue.

Art. 24. La distribution harmonieuse des collections de la bibliothèque publique, entre son siège central et ses filiales et/ou dépôts éventuels, est décidée par le comité de gestion de la bibliothèque publique, son comité des usagers entendu.

Sous-section II

Nombre de volumes et maintenance

Art. 25. § 1^{er}. Pour être reconnue dans le cadre du décret du 28 février 1978 et remplir sa mission de façon efficace, toute bibliothèque publique doit mettre à la disposition de ses lecteurs un nombre minimum de volumes.

§ 2. Ce nombre minimum obligatoire de volumes pour la première reconnaissance est fixé tel que défini :

- à l'article 59 du présent arrêté si la bibliothèque demande la reconnaissance en tant que bibliothèque publique locale;

— à l'article 64 si elle demande la reconnaissance en tant que bibliothèque publique principale;

— à l'article 71 si elle demande la reconnaissance en tant que bibliothèque publique centrale.

§ 3. Quand une bibliothèque publique est reconnue dans plusieurs catégories, il n'y a pas de cumul des nombres minimums obligatoires de volumes imposés pour chaque catégorie; c'est le nombre minimum de volumes imposé à la catégorie desservant le plus grand nombre d'habitants qui prévaut et suffit.

Art. 26. § 1^{er}. Pour être reconnue dans le cadre du décret du 28 février 1978 et remplir sa mission de façon efficace, toute bibliothèque publique doit s'efforcer de mettre le maximum de livres possible à la disposition de ses lecteurs et maintenir ses collections à jour.

§ 2. Pour ce faire, elle doit accroître annuellement ses collections selon la progression arithmétique suivante :

1^o à la fin de chacune de ses 5 premières années de reconnaissance, toute bibliothèque publique doit accroître son nombre minimum obligatoire de volumes pour la première reconnaissance d'au moins 7 % d'année en année, afin d'atteindre :

- 107 % au moins du nombre de base au terme de la 1^{re} année;
- 114 % au moins du nombre de base au terme de la 2^e année;
- 121 % au moins du nombre de base au terme de la 3^e année;
- 128 % au moins du nombre de base au terme de la 4^e année;
- 135 % au moins du nombre de base au terme de la 5^e année;

2^o ensuite, à partir de sa 6^e année de reconnaissance, toute bibliothèque publique doit accroître son nombre minimum obligatoire de volumes pour la 1^{re} reconnaissance d'au moins 5 % d'année en année, afin d'atteindre :

- 140 % du nombre de base au terme de la 6^e année;
- 145 % du nombre de base au terme de la 7^e année;
- 150 % du nombre de base au terme de la 8^e année,

et ainsi de suite.

Art. 27. Lorsque la capacité de la bibliothèque publique ne permet plus l'accroissement imposé des collections, les élagages réguliers compensent les accroissements annuels en livres.

Les ouvrages et documents à écarter sont enlevés des rayons du libre accès et transférés dans la réserve adéquate.

Art. 28. Ni les accroissements annuels ni les élagages ne peuvent, en aucun cas, déséquilibrer l'harmonie des collections telle qu'elle a été définie à l'article 23 du présent arrêté.

CHAPITRE IV. — De l'accessibilité au public

Art. 29. Pour être reconnue dans le cadre du décret du 28 février 1978 et remplir sa mission de façon efficace, toute bibliothèque publique doit, en application de l'article 4, 4, dudit décret, se signaler au public par l'inscription suivante : « Bibliothèque publique ouverte les... » (indication des jours et heures d'ouverture).

Art. 30. L'inscription du lecteur se fait sur simple présentation d'une pièce d'identité.

Elle reprend au moins les renseignements d'identification suivants :

- nom et prénom(s);
- sexe;
- domicile;
- date de naissance,

et la date d'inscription du lecteur.

Elle est consignée au(x) répertoire(s).

Elle est renouvelée chaque année.

CHAPITRE V. — Des séances de prêts

Art. 31. § 1^{er}. Pour être reconnue dans le cadre du décret du 28 février 1978 et remplir sa mission de façon efficace, toute bibliothèque publique doit organiser des séances de prêts d'une durée minimale de 2 heures.

§ 2. Le nombre total et les impératifs de répartition des heures d'ouverture au public sont définis :

- à l'article 60 du présent arrêté en ce qui concerne les bibliothèques publiques locales;
- à l'article 65 en ce qui concerne les bibliothèques publiques principales;
- à l'article 72 en ce qui concerne les bibliothèques publiques centrales.

Art. 32. Les séances de prêts et les heures d'ouverture au public sont réparties en tenant compte des besoins de la population.

L'établissement de la grille-horaire doit avoir l'approbation de l'administration compétente.

Art. 33. § 1^{er}. Pour permettre à la bibliothèque publique qui en dispose de remplir sa mission de façon efficace, chaque filiale ouverte à temps plein d'une bibliothèque publique doit avoir des séances de prêts d'une durée minimale de 2 heures et qui totalisent un minimum de 30 heures par semaine réparties sur 5 jours dont le samedi et 2 soirées jusqu'à 19 heures au moins.

§ 2. Pour permettre à la bibliothèque publique qui en dispose de remplir sa mission de façon efficace, chaque filiale ouverte à temps partiel d'une bibliothèque publique doit avoir des séances de prêts d'une durée minimale de 2 heures et qui totalisent un minimum de 10 heures par semaine réparties sur 5 jours.

§ 3. Pour permettre à la bibliothèque publique qui en dispose de remplir sa mission de façon efficace, chaque dépôt d'une bibliothèque publique doit avoir des séances de prêts d'une durée minimale de 2 heures et qui totalisent un minimum de 4 heures par semaine réparties sur 2 jours.

CHAPITRE VI. — Du nombre minimum de prêts

Art. 34. Pour être reconnue dans le cadre du décret du 28 février 1978 et remplir sa mission de façon efficace, toute bibliothèque publique doit effectuer chaque année un nombre de prêts au moins égal à 10 fois son nombre de lecteurs inscrits.

CHAPITRE VII

Du comité de gestion et du comité des usagers

Section première. — Du comité de gestion

Sous-section première. — Mission

Art. 35. § 1^{er}. Pour être reconnue dans le cadre du décret du 28 février 1978 et remplir sa mission de façon efficace, toute bibliothèque publique doit organiser en son sein un comité de gestion qui a pour mission de proposer au pouvoir organisateur de la bibliothèque publique toutes les mesures nécessaires au bon fonctionnement de la bibliothèque publique et notamment :

1^o de transmettre des informations et avis au pouvoir organisateur de la bibliothèque publique;

2^o de veiller au bon établissement et au bon usage du budget de la bibliothèque publique;

3^o d'examiner annuellement les comptes de l'institution;

4^o d'examiner toutes propositions relatives à l'administration, à la gestion et au fonctionnement de la bibliothèque publique;

5^o de veiller à la distribution harmonieuse des collections de la bibliothèque publique, entre son siège central et ses filiales et/ou dépôts éventuels;

6^o d'établir la grille-horaire des séances de prêts et des heures d'ouverture au public de la bibliothèque publique, de ses services, de ses sections, et de ses filiales et/ou dépôts éventuels;

7^o de prendre connaissance des avis et propositions du comité des usagers de la bibliothèque publique et de proposer les suites requises au pouvoir organisateur de la bibliothèque publique;

8^o d'établir un règlement à l'usage des lecteurs de la bibliothèque publique;

9^o d'examiner les cas non prévus par ce règlement des lecteurs ainsi que les cas litigieux.

§ 2. Dans une bibliothèque publique où le quota de lecteurs élus n'est pas atteint pour constituer un comité des usagers, le comité de gestion doit s'enquérir des desiderata et des suggestions des lecteurs via le registre destiné à cet effet.

§ 3. En outre, le comité de gestion d'une bibliothèque publique locale doit remplir la mission particulière visée à l'article 61 du présent arrêté.

Sous-section II

Conditions et modalités de fonctionnement

Art. 36. Le nombre de membres du comité de gestion est fixé :

- par l'article 62 du présent arrêté pour les bibliothèques publiques locales;
- par l'article 66 pour les bibliothèques publiques principales;
- par l'article 73 pour les bibliothèques publiques centrales.

Art. 37. La présidence du comité de gestion est assumée par le représentant du pouvoir organisateur de la bibliothèque publique.

Art. 38. Les représentants des pouvoirs publics subventionnant la bibliothèque publique sont membres de droit.

Art. 39. Un membre du comité des usagers de la bibliothèque publique participe aux travaux du comité de gestion de cette bibliothèque.

Art. 40. L'inspecteur compétent prend part aux travaux du comité de gestion à titre consultatif.

Art. 41. Le comité de gestion peut faire appel, à titre consultatif, à toute personne susceptible d'éclairer ses délibérations.

Art. 42. Le bibliothécaire le plus haut-en grade de la bibliothèque publique assiste à titre consultatif au comité de gestion de sa bibliothèque et en assure le secrétariat.

Art. 43. Le comité de gestion établit son règlement d'ordre intérieur.

Art. 44. Un bureau peut être mis en place.

Art. 45. Le comité de gestion se réunit au moins quatre fois par an. Des réunions extraordinaires peuvent être provoquées par le président ou à la demande d'un nombre de membres représentant 40 % de l'effectif total du comité.

Art. 46. Le comité de gestion ne siège valablement qu'en présence d'au moins un des représentants des pouvoirs publics subventionnant la bibliothèque publique.

Section II. — Du comité des usagers

Art. 47. Pour être reconnue dans le cadre du décret du 28 février 1978 et remplir sa mission de façon efficace, toute bibliothèque publique doit organiser en son sein un comité des usagers qui représente les lecteurs inscrits.

Les lecteurs inscrits élisent en leur sein leurs représentants au comité des usagers.

Sous-section première. — Mission

Art. 48. Le comité des usagers, en collaboration avec le personnel dirigeant, a pour mission :

- 1° d'émettre des avis sur la politique d'achat des livres;
- 2° d'émettre un avis sur les demandes, non encore suivies d'effet, figurant au registre des desiderata des lecteurs;
- 3° de donner son avis en ce qui concerne la distribution harmonieuse des collections de la bibliothèque publique, entre son siège central et ses filiales et/ou dépôts éventuels;
- 4° de donner son avis en ce qui concerne la grille-horaire des séances de prêts et des heures d'ouverture au public de la bibliothèque publique, de ses services, de ses sections, et de ses filiales et/ou dépôts éventuels;
- 5° de promouvoir la lecture publique en général, et la publicité de la bibliothèque publique en particulier;
- 6° d'assurer les relations de la bibliothèque publique avec les groupements culturels et sportifs;
- 7° d'assister le personnel de la bibliothèque publique dans l'organisation de manifestations culturelles diverses : expositions, conférences, débats, concerts, et autres.

Sous-section II

Conditions et modalités de fonctionnement

Art. 49. Le comité des usagers compte :

- de 5 à 11 membres lorsque le nombre de lecteurs inscrits est inférieur à 2 000;
- de 9 à 13 membres lorsque le nombre de lecteurs inscrits est égal ou supérieur à 2 000 et inférieur à 10 000;
- de 11 à 17 membres lorsque le nombre de lecteurs inscrits est égal ou supérieur à 10 000.

Le nombre de lecteurs inscrits s'établit d'après la statistique annuelle des lecteurs inscrits de l'exercice précédent.

Art. 50. Pour être élu au comité des usagers, un lecteur doit justifier au minimum de cinq inscriptions annuelles consécutives. En attendant le premier terme de 5 ans de fonctionnement de la bibliothèque publique, le lecteur doit justifier d'autant d'inscriptions annuelles consécutives que la bibliothèque publique compte d'années de fonctionnement.

Art. 51. Le comité des usagers est mis en place après une année de fonctionnement de la bibliothèque publique.

Art. 52. Les membres du comité des usagers sont désignés pour trois ans. L'effectif du comité des usagers est renouvelé d'un tiers chaque année afin d'assurer, au mieux, le renouvellement complet du comité tous les trois ans.

Pour son premier triennat, le dispositif de renouvellement des membres du comité des usagers est réglé par tirage au sort.

Art. 53. Le comité des usagers choisit en son sein son secrétaire et son président. Si ce dernier est absent, la présidence est exercée par le membre le plus âgé.

Art. 54. Le bibliothécaire le plus haut en grade de la bibliothèque publique assiste aux travaux du comité des usagers de sa bibliothèque. Il l'informe entre autres, des impératifs de la gestion de la bibliothèque publique, d'une part, dans le souci de promouvoir le développement culturel de la population concernée, et d'autre part, dans le respect de la législation et des normes bibliothéconomiques.

Art. 55. Le comité des usagers établit son règlement d'ordre intérieur.

Art. 56. Les réunions du comité des usagers ont lieu un mois avant celles du comité de gestion. Des réunions extraordinaires peuvent être provoquées par le président ou à la demande d'un nombre de membres représentant 40 % de l'effectif du comité.

CHAPITRE VIII. — De l'inspection

Art. 57. Pour être reconnue dans le cadre du décret du 28 février 1978 et remplir sa mission de façon efficace, toute bibliothèque publique doit, en application des articles 4, 9, et 12 dudit décret, se soumettre aux visites et aux contrôles de l'inspection de l'administration compétente.

TITRE III

Conditions particulières de reconnaissance

CHAPITRE 1^{er}. — De la bibliothèque publique locale

Section première — De ses locaux

Art. 58. Pour être reconnue dans le cadre du décret du 28 février 1978 et remplir sa mission spécifique de façon efficace, toute bibliothèque publique locale doit disposer de locaux accessibles au public dont la répartition interne entre les différents services et la superficie totale minimale par nombre de lecteurs à desservir sont déterminées comme suit :

Nombre de lecteurs à desservir	Répartition interne des locaux entre les différents services			Superficie totale minimale des locaux accessibles au public
	1. Section adultes	2. Section jeunesse	3. Salle de lecture	
Jusqu'à 250 lecteurs	40 m ²	30 m ²	30 m ²	100 m ²
500 lecteurs	60 m ²	35 m ²	35 m ²	130 m ²
750 lecteurs	80 m ²	40 m ²	40 m ²	160 m ²
1 000 lecteurs	100 m ²	45 m ²	45 m ²	190 m ²
1 250 lecteurs	120 m ²	50 m ²	50 m ²	220 m ²
1 500 lecteurs	140 m ²	55 m ²	55 m ²	250 m ²
1 750 lecteurs	160 m ²	60 m ²	60 m ²	280 m ²
2 000 lecteurs	180 m ²	65 m ²	65 m ²	310 m ²
2 250 lecteurs	200 m ²	70 m ²	70 m ²	340 m ²
2 500 lecteurs	220 m ²	75 m ²	75 m ²	370 m ²

Le nombre de lecteurs est fixé tel que défini à l'article 6, 1^o, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 20 décembre 1982.

Pour autant que la superficie totale minimale des locaux accessibles au public soit respectée, les superficies relatives imposées ci-dessus pour les différents services peuvent être modifiées jusqu'à 10 %.

Outre les superficies imposées ci-dessus, il faut prévoir une réserve pouvant accueillir 300 volumes par m² au sol.

Section II. — De ses collections

Art. 59. Pour être reconnue dans le cadre du décret du 28 février 1978 et remplir sa mission spécifique de façon efficace, toute bibliothèque publique locale doit posséder en propre à l'usage de ses services, de ses sections, et de ses filiales et/ou dépôts éventuels, un nombre minimum de volumes par lecteur déterminé comme suit :

Nombre de lecteurs à desservir	Nombre minimum obligatoire de volumes par lecteur pour la 1 ^{re} reconnaissance
moins de 250 lecteurs	20
de 250 à 500 lecteurs	18
de 500 à 1 000 lecteurs	16
de 1 000 à 2 500 lecteurs	14
de 2 500 à 5 000 lecteurs	12
de 5 000 à 10 000 lecteurs	10
plus de 10 000 lecteurs	8

Section III. — De ses séances de prêts

Art. 60. Pour être reconnue dans le cadre du décret du 28 février 1978 et remplir sa mission spécifique de façon efficace, toute bibliothèque publique locale doit organiser des séances de prêts qui totalisent un minimum de 30 heures d'ouverture au public par semaine réparties sur 5 jours dont le samedi et 2 soirées jusqu'à 19 heures au moins.

Section IV. — De son comité de gestion

Art. 61. Quand il y a deux ou plusieurs bibliothèques publiques installées sur un même territoire communal, le comité de gestion de chaque bibliothèque publique locale de ce territoire a aussi pour mission de proposer des initiatives propres à établir une collaboration effective entre toutes les bibliothèques publiques de ce territoire.

Art. 62. Le comité de gestion d'une bibliothèque publique locale compte de 5 à 11 membres.

CHAPITRE II

*De la bibliothèque publique principale**Section première. — De ses locaux*

Art. 63. Pour être reconnue dans le cadre du décret du 28 février 1978 et remplir sa mission spécifique de façon efficace, toute bibliothèque publique principale doit disposer de locaux spécifiques par section lui permettant de réaliser les tâches visées au titre III de l'arrêté ministériel du 28 février 1980 définissant les différents types de bibliothèques publiques et organisant le développement fonctionnel du réseau.

En outre, l'étude de l'infrastructure globale des locaux doit se faire en concertation avec l'inspection de l'administration compétente et recevoir son approbation.

Section II. — De ses collections

Art. 64. Pour être reconnue dans le cadre du décret du 28 février 1978 et remplir sa mission spécifique de façon efficace, toute bibliothèque publique principale doit posséder au moins 60 000 volumes pour une population à desservir inférieure ou égale à 120 000 habitants. Au-delà de 120 000 habitants à desservir, ce nombre doit être augmenté d'une unité par 3 habitants supplémentaires.

Section III. — De ses séances de prêts

Art. 65. Pour être reconnue dans le cadre du décret du 28 février 1978 et remplir sa mission spécifique de façon efficace, toute bibliothèque publique principale doit organiser des séances de prêts qui totalisent un minimum de 30 heures d'ouverture au public par semaine réparties sur 5 jours dont le samedi et 2 soirées jusqu'à 19 heures au moins.

Section IV. — De son comité de gestion

Art. 66. Le comité de gestion d'une bibliothèque publique principale compte de 9 à 13 membres.

Art. 67. Un représentant du pouvoir communal de la commune où siège la bibliothèque publique principale, plus un représentant par autre commune du territoire de compétence de la bibliothèque publique principale, participent aux travaux du comité de gestion de cette bibliothèque.

Art. 68. Les services ou les sections ayant une fonction spécifique propre à la bibliothèque publique principale sont également représentés dans son comité de gestion.

Art. 69. Lorsque la bibliothèque publique principale est également bibliothèque publique locale, un représentant de la bibliothèque publique locale est membre du comité de gestion de la bibliothèque publique principale.

CHAPITRE III. — *De la bibliothèque publique centrale**Section première. — De ses locaux*

Art. 70. Pour être reconnue dans le cadre du décret du 28 février 1978 et remplir sa mission spécifique de façon efficace, toute bibliothèque publique centrale doit disposer de locaux spécifiques par section lui permettant de réaliser les tâches visées au titre IV de l'arrêté ministériel du 28 février 1980 définissant les différents types de bibliothèques publiques et organisant le développement fonctionnel du réseau.

En outre, l'étude de l'infrastructure globale des locaux doit se faire en concertation avec l'inspection de l'administration compétente et recevoir son approbation.

Section II. — De ses collections

Art. 71. Pour être reconnue dans le cadre du décret du 28 février 1978 et remplir sa mission spécifique de façon efficace, toute bibliothèque publique centrale doit posséder un nombre minimum de volumes égal au tiers du nombre des habitants de son territoire de compétence, avec un minimum de 100 000 volumes.

Section III. — De ses séances de prêts

Art. 72. Pour être reconnue dans le cadre du décret du 28 février 1978 et remplir sa mission spécifique de façon efficace, toute bibliothèque publique centrale doit organiser des séances de prêts qui totalisent un minimum de 36 heures d'ouverture au public par semaine réparties sur 6 jours dont 2 soirées jusqu'à 19 heures au moins.

Section IV. — De son comité de gestion

Art. 73. Le comité de gestion d'une bibliothèque publique centrale compte de 11 à 17 membres.

Art. 74. Un représentant du pouvoir organisateur de la bibliothèque publique centrale, plus un membre du personnel dirigeant ou technique de cette bibliothèque désigné par son comité de gestion, plus un représentant par pouvoir communal dont dépendent une ou des bibliothèques publiques principales du territoire de compétence de la bibliothèque publique centrale, siègent au comité de gestion de la bibliothèque publique centrale.

Art. 75. Un représentant par bibliothèque publique itinérante, plus un représentant par service ou par section ayant une fonction spécifique propre à la bibliothèque publique centrale, plus un délégué du Centre de lecture publique de la Communauté française, siègent au comité de gestion de la bibliothèque publique centrale.

Art. 76. Lorsqu'une bibliothèque publique spéciale est installée sur le territoire de compétence d'une bibliothèque publique centrale et qu'elle collabore conventionnellement avec celle-ci, son représentant siège au comité de gestion de la bibliothèque publique centrale.

Art. 77. Lorsque la bibliothèque publique centrale est également bibliothèque publique locale, un représentant de la bibliothèque publique locale est membre du comité de gestion de la bibliothèque publique centrale.

Art. 78. Lorsque la bibliothèque publique centrale est également bibliothèque publique principale, un représentant de la bibliothèque publique principale est membre du comité de gestion de la bibliothèque publique centrale.

TITRE IV. — *Délivrance et reconduction de la reconnaissance, changement de catégorie et retrait de la reconnaissance : documents et procédure*CHAPITRE 1^{er}. — *Délivrance de la reconnaissance*

Art. 79. § 1^{er}. Le pouvoir organisateur qui désire la reconnaissance pour une bibliothèque publique introduit une demande de reconnaissance auprès du Ministre qui a le Service public de la lecture dans ses attributions via l'administration compétente.

§ 2. Le dossier de demande de reconnaissance est composé d'une demande en forme accompagnée des documents suivants :

- 1° les textes établissant le statut juridique de la bibliothèque publique;
- 2° l'analyse des besoins de la population desservie par la bibliothèque publique, ses filiales et/ou dépôts éventuels y compris;
- 3° une note d'intention;
- 4° la catégorie sollicitée : locale ou principale ou centrale;
- 5° le cadre du personnel, en distinguant ce qui relève des subventions-traitements octroyées par l'Exécutif de la Communauté française;
- 6° les plans et relevés des surfaces et des locaux de la bibliothèque publique;
- 7° un état global des collections de la bibliothèque publique.

§ 3. Quand une bibliothèque publique demande à être reconnue dans plusieurs catégories, elle doit rentrer un dossier de demande de reconnaissance pour chaque catégorie où elle demande à être reconnue, et ce, en distinguant bien les éléments propres à chaque catégorie, notamment les locaux et le cadre du personnel.

Art. 80. La bibliothèque publique doit avoir fonctionné au moins une année civile complète.

Art. 81. Le dossier doit être introduit avant le 1^{er} mars de l'année civile probatoire visée à l'article 80.

Art. 82. Les bibliothèques publiques reconnues conformément à la loi du 17 octobre 1921 sont dispensées de l'année civile probatoire visée à l'article 80 et introduisent leur dossier de demande de reconnaissance dans le cadre du décret du 28 février 1978 avant le 1^{er} mars de l'année pour laquelle elles demandent leur première reconnaissance dans le cadre dudit décret.

Art. 83. Le comité provincial de coordination compétent consulté par le Ministre conformément à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 6 mars 1979 relatif aux Comités provinciaux de coordination de la lecture publique, doit rendre son avis dans les deux mois de sa saisie, et au plus tard avant le 15 juin suivant.

Le Ministre prend une décision avant le 1^{er} octobre sur proposition de l'administration compétente.

La décision de délivrer la reconnaissance est communiquée dans les vingt jours ouvrables au pouvoir organisateur de la bibliothèque publique.

La reconnaissance prend effet au 1^{er} janvier qui suit l'année civile probatoire visée à l'article 80 du présent arrêté.

CHAPITRE II. — Reconstitution de la reconnaissance

Art. 84. Avant le 1^{er} octobre de chaque année, l'administration compétente transmet sa proposition au Ministre qui a le Service public de la lecture dans ses attributions.

Sauf avis contraire de l'administration compétente, la reconnaissance est automatiquement reconduite pour un an.

CHAPITRE III. — Changement de catégorie

Art. 85. Toute bibliothèque publique reconnue conformément au décret du 28 février 1978 et qui souhaite changer de catégorie introduit un dossier identique à celui visé à l'article 79, § 2.

Elle est dispensée de l'année civile probatoire visée à l'article 80 et introduit sa demande de changement de catégorie avant le 1^{er} mars de l'année pour laquelle elle demande à changer de catégorie.

Art. 86. La procédure de changement de catégorie est la même que celle fixée à l'article 83 du présent arrêté.

CHAPITRE IV. — Retrait de la reconnaissance

Art. 87. Lorsqu'une bibliothèque publique ne remplit plus les conditions fixées par le présent arrêté, le Ministre qui a le Service public de la lecture dans ses attributions peut prononcer le retrait de la reconnaissance de la bibliothèque publique, sur proposition de l'administration compétente, le comité provincial de coordination compétent entendu dans les deux mois.

TITRE IV. — Disposition finale

Art. 88. Le Ministre qui a le Service public de la lecture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 juillet 1984.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,
Le Ministre-Président,

Ph. MOUREAUX

VERTALING

N 84 — 1915

13 JULI 1984, — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de algemene en bijzondere erkenningsvoorwaarden van de plaatselijke, hoofd- en centrale openbare bibliotheken bij toepassing van de artikelen 2, § 2, en 4, van het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor leetuurvoorziening

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor leetuurvoorziening, inzonderheid op de artikelen 2, § 2, en 4;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 20 december 1982 dat betrekking heeft op de leidende en technische personeelsleden van de erkende openbare bibliotheken, en op de weddetoelagen, de bijlagen inbegrepen;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 19 juni 1984 houdende vaststelling van de criteria overeenkomstig dewelke de organisatorische machten van de erkende openbare bibliotheken hun personeelskader opstellen;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 februari 1980 tot bepaling van de verscheidene types openbare bibliotheken en tot inrichting van de functionele ontwikkeling van het net;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de openbare bibliotheken;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1982 houdende de regeling van de handtekening der akten van de Executieve;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister-Voorzitter en gelet op de beraadslaging van de Executieve van 19 juni 1984,

Besluiten :

TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op de plaatselijke, hoofd- en centrale openbare bibliotheken.

Art. 2. Om erkend te worden in het kader van het decreet van 28 februari 1978, moet iedere openbare bibliotheek voldoen aan de algemene erkenningsvoorwaarden waarvan sprake in titel II van dit

besluit en aan de voor haar categorie bijzondere voorwaarden waarvan sprake in titel III van dit besluit, en werken volgens de aan haar categorie eigen bibliotheconomische normen, vastgesteld bij rondschriften van de Minister tot wiens bevoegdheid de Openbare Dienst voor leetuurvoorziening behoort.

TITEL II. — Algemene erkenningsvoorwaarden

HOOFDSTUK I. — Over de lokalen

Art. 3. § 1. Om erkend te worden in het kader van het decreet van 28 februari 1978 en haar opdracht doeltreffend te vervullen, moet iedere openbare bibliotheek beschikken over lokalen die bestemd zijn voor de organisatie van de diensten voorzien bij het ministerieel besluit van 28 februari 1980.

Voor een nieuwe bouw is het geheel van de diensten gelegen in een zelfde gebouw.

§ 2. Die lokalen moeten beantwoorden aan de vereisten waarvan sprake :

- in artikel 58 van dit besluit voor de plaatselijke openbare bibliotheken;
- in artikel 63 voor de openbare hoofdbibliotheken;
- in artikel 70 voor de centrale openbare bibliotheken.

§ 3. Wanneer een openbare bibliotheek erkend wordt in verschillende categorieën, is er cumulatie van de voorgeschreven lokalen voor iedere categorie.

Art. 4. § 1. Om haar opdracht doeltreffend te vervullen, kan iedere openbare bibliotheek bovendien beschikken over filialen en/of opslagplaatsen die als sub-lokale gedecentraliseerde diensten opgericht worden om te beantwoorden aan de behoeften van een deel van de bevolking van het bevoegdheidsgebied van de openbare bibliotheek.

§ 2. Om de openbare bibliotheek die erover beschikt toe te laten haar opdracht doeltreffend te vervullen, moet elk filiaal van een openbare bibliotheek gevestigd zijn in voor het publiek toeganke-

lijke lokalen waarvan de interne verdeling onder de verschillende activiteiten en de totale minimale oppervlakte per aantal te bedienen lezers als volgt bepaald zijn :

Aantal te bedienen lezers	Interne verdeling van de lokalen onder de verschillende activiteiten			Totale minimale oppervlakte van de voor het publiek toegankelijke lokalen
	1. Uitleeningen en toonbank(en) voor uitleeningen	2. Jeugd	3. Lektuur	
Tot 250 lezers	30 m ²	10 m ²	10 m ²	50 m ²
500 lezers	40 m ²	15 m ²	15 m ²	70 m ²
750 lezers	60 m ²	15 m ²	15 m ²	90 m ²
1 000 lezers	70 m ²	20 m ²	20 m ²	110 m ²
1 250 lezers	90 m ²	20 m ²	20 m ²	130 m ²
1 500 lezers	100 m ²	25 m ²	25 m ²	150 m ²
1 750 lezers	120 m ²	25 m ²	25 m ²	170 m ²
2 000 lezers	130 m ²	30 m ²	30 m ²	190 m ²
2 250 lezers	150 m ²	30 m ²	30 m ²	210 m ²
2 500 lezers	160 m ²	35 m ²	35 m ²	230 m ²

Het aantal lezers van een filiaal wordt bepaald door de organisatorische macht van de openbare bibliotheek die erover beschikt.

Voor zover er rekening wordt gehouden met de totale minimale oppervlakte van de voor het publiek toegankelijke lokalen, mogen de hierboven voor de verschillende activiteiten voorgeschreven relatieve oppervlakten tot 10 % gewijzigd worden.

Naast de hierboven voorgeschreven oppervlakten, moet men een magazijn en een werklokaal voorzien.

§ 3. Om de openbare bibliotheek die erover beschikt toe te laten haar opdracht doeltreffend te vervullen, moet iedere opslagplaats van een openbare bibliotheek ingericht zijn in een permanent specifiek lokaal met een minimale oppervlakte van 30 m².

Art. 5. Zodra een openbare bibliotheek over een filiaal of een opslagplaats beschikt, moet zij lokalen met een oppervlakte van 12 m² tot 36 m² voorzien, die haar toelaten het beheer van elk van haar filialen en/of van elk van haar opslagplaatsen en de algemene coördinatie van hun activiteiten te verzekeren.

HOOFDSTUK II. — Over het leidend en technisch personeel

Eerste afdeling. — Algemene bepalingen

Art. 6. Het leidend personeel is ertoe bestemd om met een eigen of collectieve verantwoordelijkheid beslissingen te nemen omtrent opvatting, organisatie en beheer van de erkende openbare bibliotheek, betreffend haar diensten, haar secties en haar eventuele filialen en/of opslagplaatsen.

Art. 7. Het technisch personeel voert de bibliotheconomische taken uit in de erkende openbare bibliotheek, in haar diensten, secties en eventuele filialen en/of opslagplaatsen.

Art. 8. Het feit titularis te zijn van een nieuwe graad van het leidend en technisch personeel verleent niet ambtshalve de toekenning van de eraan toekomende weddetoelage.

De weddetoelagen worden slechts toegekend voor het aantal personeelsleden bepaald per categorie bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 20 december 1982 en binnen de perken van het kader vastgesteld per categorie bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 19 mei 1984.

Afdeling II. — Integratie van de personeelsleden

Art. 9. De leden van het leidend en technisch personeel, aangehouden in een erkende openbare bibliotheek na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*, moeten voorzien zijn van de vereiste titels waarvan sprake in bijlage II van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 20 december 1982 en, zo nodig, voldoen aan de vereisten waarvan sprake in bijlage III van hetzelfde besluit.

Onderafdeling I. — Verplaatsing van de personeelsleden die de vereiste kwalificaties bezitten

Art. 10. De personeelsleden in functie in een openbare bibliotheek op de datum van de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* en die niet in het bezit zijn van de vereiste titels waarvan sprake in bijlage II van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 20 december 1982 en die, zo nodig, aan de vereisten waarvan sprake in bijlage III van hetzelfde besluit voldoen, worden van rechtswege en onmiddellijk overgeplaatst in de

nieuwe graad van het leidend of technisch personeel die met hun kwalificaties overeenstemt, en dit, op het ogenblik van de erkenning van de openbare bibliotheek, in overeenstemming met het decreet van 28 februari 1978.

Onderafdeling II. — Assimilatie van de personeelsleden die niet in het bezit zijn van de vereiste titels

Art. 11. De personeelsleden in functie in een openbare bibliotheek op de datum van de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* en die niet in het bezit zijn van de vereiste titels waarvan sprake in bijlage II van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 20 december 1982 kunnen een aanvraag indienen voor assimilatie met de nieuwe graden van het leidend en technisch personeel, bij de commissie voor gelijkstelling, georganiseerd bij dit besluit, en dit reeds wanneer de openbare bibliotheek de erkenning aanvraagt, opdat hun assimilatie in werking zou kunnen treden vanaf de eerste erkenning van de openbare bibliotheek overeenkomstig het decreet van 28 februari 1978.

Onderafdeling III. — Commissie voor gelijkstelling

Art. 12. De Minister tot wiens bevoegdheid de Openbare Dienst voor lektuurvoorziening behoort, richt een commissie voor gelijkstelling op, die belast is te bepalen met welke nieuwe graad van het leidend en technisch personeel de personeelsleden, waarvan sprake in artikel 11 van dit besluit, gelijkgesteld worden.

Art. 13. De commissie wordt voorgezeten door een magistraat.

Art. 14. § 1. De commissie is samengesteld uit zes leden :

- twee vertegenwoordigers van de Hoge Raad van de openbare bibliotheken;
- twee vertegenwoordigers van de beroepsverenigingen van bibliothecarissen;
- een franstalige vertegenwoordiger van de Vereniging der steden;
- een franstalige vertegenwoordiger van de Vereniging der provincies.

Die leden worden door de Minister aangewezen op dubbele lijsten voorgesteld, enerzijds door het bestuur van de openbare lektuurvoorziening, en anderzijds door de Hoge Raad van de openbare bibliotheken.

§ 2. De vertegenwoordigers van het bestuur voor openbare lektuurvoorziening zetelen van rechtswege als raadgevers.

Vertegenwoordigers van de representatieve verenigingen van arbeiders zijn aanwezig als waarnemers.

Art. 15. Een ambtenaar van het bestuur voor openbare lektuurvoorziening wordt door de Minister aangewezen om het secretariaat van de commissie waar te nemen.

Art. 16. De commissie stelt haar huishoudelijk reglement op.

Art. 17. De commissieleden hebben recht op presentiegeld. Hun verplaatsings- en verblijfskosten worden hen overeenkomstig de van kracht zijnde wetgeving terugbetaald.

Art. 18. De betrokkenen waarvan sprake in artikel 11 dienen een dossier in bij de commissie langs de weg van de organisatorische macht waar zij van afhankelijk zijn.

Art. 19. De commissie onderzoekt elk geval in het bijzonder en beslist welke graad van het leidend of technisch personeel aan het betrokken personeelslid dient verleend te worden, rekening houdend met het advies van de organisatorische macht onder de bevoegdheid van dewelke het valt, met het advies van het bevoegd bestuur, op basis van de ervaring van de betrokkene, van zijn professionele waarde, van de anciënniteit en de aard van zijn dienstuitoefeningen.

Art. 20. De beslissingen zijn gemotiveerd en worden met absolute meerderheid van de aanwezige leden genomen. In geval van gelijkheid is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 21. De voorzitter van de commissie deelt de beslissing aan de betrokkene mee binnen de 20 werkdagen en richt er een afschrift van aan de organisatorische macht onder de bevoegdheid van dewelke de betrokkene valt en een afschrift aan het bestuur van de openbare lektuurvoorziening.

Art. 22. In geval van betwisting van de betrokkene of van de organisatorische macht onder de bevoegdheid van dewelke hij valt, beschikken zowel de ene als de andere over tien werkdagen om hun bezwaren per aangetekende brief bij de voorzitter van de commissie te doen gelden.

De betrokkene en de vertegenwoordiger van de organisatorische macht onder de bevoegdheid van dewelke hij valt, kunnen vragen om door de commissie gehoord te worden. In dat geval vaardigt het bevoegd bestuur zijn vertegenwoordiger af voor het verhoor.

HOOFDSTUK III. — *Over de verzamelingen**Eerste onderafdeling. — Harmonie en verdeling*

Art. 23. Om in het kader van het decreet van 28 februari 1978 erkend te worden en om haar opdracht doeltreffend te vervullen, moet iedere openbare bibliotheek verzamelingen ter beschikking van haar lezers stellen, die aan de door het decreet van 28 februari 1978 vastgestelde criteria beantwoorden en die moeten samengesteld zijn uit werken verdeeld zoals volgt :

- op zijn minst 35 % geclassificeerde werken, en
- op zijn minst 15 % werken voor de jeugd, en
- op zijn minst 10 % referentie- en/of gebruikelijke werken, en
- ten hoogste 40 % andere werken.

Deze harmonie moet voortdurend behouden worden.

Art. 24. De harmonische verdeling van de verzamelingen van de openbare bibliotheek tussen haar centrale zetel en haar eventuele filialen en/of opslagplaatsen, wordt beslist door het beheercomité van de openbare bibliotheek, na haar gebruikerscomité gehoord te hebben.

Onderafdeling II. — Aantal volumes en handhaving

Art. 25. § 1. Om in het kader van het decreet van 28 februari 1978 erkend te worden en haar opdracht doeltreffend te vervullen, moet elke openbare bibliotheek een minimum aantal volumes ter beschikking van haar lezers stellen.

§ 2. Dit verplichte minimum aantal volumes is voor de eerste erkenning vastgesteld zoals bepaald :

- in artikel 59 van dit besluit indien de bibliotheek de erkenning als plaatselijke openbare bibliotheek vraagt;
- in artikel 64 indien zij de erkenning als openbare hoofdbibliotheek vraagt;
- in artikel 71 indien zij de erkenning als centrale openbare bibliotheek vraagt.

§ 3. Wanneer een openbare bibliotheek in verschillende categorieën erkend is, is er geen cumulatie van het verplichte minimum aantal van de voor elke categorie voorgeschreven volumes; het voorgeschreven verplichte minimum aantal volumes voor de categorie die het grootste aantal inwoners bedient, is doorslaggevend en volstaat.

Art. 26. § 1. Om in het kader van het decreet van 28 februari 1978 erkend te worden en haar opdracht doeltreffend te vervullen, moet elke openbare bibliotheek zich inspannen om zoveel boeken mogelijk ter beschikking van haar lezers te stellen en om haar verzamelingen bij te houden.

§ 2. Te dien einde moet zij jaarlijks haar verzamelingen uitbreiden volgens de volgende rekenkundige reeks :

- 1° op het einde van elk van haar eerste 5 jaren erkenning, moet iedere openbare bibliotheek haar verplicht minimum aantal volumes voor de eerste erkenning met minstens 7 % van jaar tot jaar vermeerderen, om te bekomen :
- minstens 107 % van het basisaantal op het einde van het 1e jaar;
 - minstens 114 % van het basisaantal op het einde van het 2e jaar;
 - minstens 121 % van het basisaantal op het einde van het 3e jaar;
 - minstens 128 % van het basisaantal op het einde van het 4e jaar;
 - minstens 135 % van het basisaantal op het einde van het 5e jaar;

2° daarna, vanaf het 6e jaar van haar erkenning, moet iedere openbare bibliotheek haar verplicht minimum aantal volumes voor de eerste erkenning met minstens 5 % van jaar tot jaar vermeerderen, om te bekomen :

- 140 % van het basisaantal op het einde van het 6e jaar;
- 145 % van het basisaantal op het einde van het 7e jaar;
- 150 % van het basisaantal op het einde van het 8e jaar, en zo verder.

Art. 27. Wanneer de capaciteit van de openbare bibliotheek de opgelegde uitbreiding van de verzamelingen niet meer toelaat, compenseren de regelmatige snoeiingen de jaarlijkse boekenvermeerderingen.

De te verwijderen werken en documenten worden uit de boekenrekken met vrije toegang weggenomen en naar de gepaste bewaarplaats overgebracht.

Art. 28. Noch de jaarlijkse uitbreidingen, noch de snoeiingen mogen in geen geval de harmonie van de verzamelingen, zoals bepaald in artikel 23 van dit besluit, uit haar evenwicht brengen.

HOOFDSTUK IV. — *Over de toegankelijkheid voor het publiek*

Art. 29. Om in het kader van het decreet van 28 februari 1978 erkend te worden en haar opdracht doeltreffend te vervullen, moet iedere openbare bibliotheek, in toepassing van artikel 4, 4, van gezegd decreet, zich bij het publiek kenbaar maken door volgend opschrift : « Openbare bibliotheek, open op ... » (aanduiding van de openingsdagen en -uren).

Art. 30. De inschrijving van de lezer geschiedt op eenvoudig vertoon van een identiteitsstuk.

Zij bevat ten minste de volgende identificatieinlichtingen :

- naam en voorna(a)m(en);
 - geslacht;
 - woonplaats;
 - geboortedatum,
- en de datum van inschrijving van de lezer.

Zij wordt te boek gesteld in het (de) repertorium (a).

Zij wordt ieder jaar vernieuwd.

HOOFDSTUK V. — *Over de uitleningszittingen*

Art. 31. § 1. Om in het kader van het decreet van 28 februari 1978 erkend te worden en haar opdracht doeltreffend te vervullen, moet iedere openbare bibliotheek uitleningszittingen van minimum 2 uren organiseren.

§ 2. Het totaal aantal en de spreidingsimperatieven van de openingsuren voor het publiek zijn bepaald :

- in artikel 60 van dit besluit voor wat de plaatselijke openbare bibliotheken betreft;
- in artikel 65 voor wat de openbare hoofdbibliotheken betreft;
- in artikel 72 voor wat de centrale openbare bibliotheken, betreft.

Art. 32. De uitleningszittingen en de openingsuren voor het publiek zijn verdeeld met inachtneming van de behoeften van de bevolking.

De vastlegging van de uurrooster moet door het bevoegd bestuur goedgekeurd worden.

Art. 33. § 1. Om de openbare bibliotheek die erover beschikt toe te laten haar opdracht doeltreffend te vervullen, moet ieder voltijds open filiaal van een openbare bibliotheek uitleningszittingen hebben van minimum 2 uren en die een totaal van minimum 30 uren per week moeten bedragen, verdeeld over 5 dagen waaronder 's zaterdags en 2 avonden tot minstens 19 uur.

§ 2. Om de openbare bibliotheek die erover beschikt toe te laten haar opdracht doeltreffend te vervullen, moet elke deeltijds open filiaal van een openbare bibliotheek uitleningszittingen hebben van minimum 2 uren en die een totaal van minimum 10 uren per week moeten bedragen, verdeeld over 5 dagen.

§ 3. Om de openbare bibliotheek die erover beschikt toe te laten haar opdracht doeltreffend te vervullen, moet elke opslagplaats van een openbare bibliotheek uitleningszittingen hebben van minimum 2 uren en die een totaal van minimum 4 uren per week moeten bedragen, verdeeld over 2 dagen.

HOOFDSTUK VI. — *Over het minimum aantal uitleningen*

Art. 34. Om in het kader van het decreet van 28 februari 1978 erkend te worden en haar opdracht doeltreffend te vervullen, moet iedere openbare bibliotheek jaarlijks een aantal uitleningen verrichten dat minstens gelijk is aan 10 maal het aantal ingeschreven lezers.

HOOFDSTUK VII

*Over het beheercomité en het gebruikerscomité**Eerste afdeling. — Over het beheercomité**Eerste onderafdeling. — Opdracht*

Art. 35. § 1. Om in het kader van het decreet van 28 februari 1978 erkend te worden en haar opdracht doeltreffend te vervullen, moet iedere openbare bibliotheek in haar schoot een beheercomité organiseren dat voor opdracht heeft aan de organisatorische macht van de openbare bibliotheek alle maatregelen voor te stellen die nodig zijn voor de goede werking van de openbare bibliotheek, met name :

- 1° informaties en adviezen over te maken aan de organisatorische macht van de openbare bibliotheek;
- 2° voor een goede opstelling en een goede aanwending van de begroting van de openbare bibliotheek te zorgen;
- 3° jaarlijks de rekeningen van de instellingen na te gaan;
- 4° alle voorstellen betreffende het bestuur, het beheer en de werking van de openbare bibliotheek te onderzoeken;

5° te waken over de harmonische verdeling van de verzamelingen van de openbare bibliotheek, tussen haar centrale zetel en haar eventuele filialen en/of opslagplaatsen;

6° de uurrooster op te stellen van de uitleningszittingen en van de openingsuren voor het publiek van de openbare bibliotheek, van haar diensten, van haar secties en haar eventuele filialen en/of opslagplaatsen;

7° kennis te nemen van de adviezen en voorstellen van het gebruikerscomité van de openbare bibliotheek en de vereiste gevolgen aan de organisatorische macht van de openbare bibliotheek voor te stellen;

8° een reglement op te stellen ten behoeve van de lezers van de openbare bibliotheek;

9° de door dit reglement voor de lezers niet voorziene gevallen alsmede de betwiste gevallen te onderzoeken.

§ 2. In een openbare bibliotheek waarin de quota uitgekozen lezers niet bereikt is om een gebruikerscomité samen te stellen, moet het beheercomité navraag doen naar de desiderata en voorstellen van de lezers via het daarvoor bestemde register.

§ 3. Bovendien moet het beheercomité van een plaatselijke openbare bibliotheek de bijzondere opdracht vervullen waarvan sprake in artikel 61 van dit besluit.

Onderafdeling II. — Werkingsvoorwaarden en -modaliteiten

Art. 36. Het aantal leden van het beheercomité wordt vastgesteld :
— door artikel 62 van dit besluit voor de plaatselijke openbare bibliotheken;

— door artikel 66 voor de openbare hoofdbibliotheken;

— door artikel 73 voor de centrale openbare bibliotheken.

Art. 37. Het voorzitterschap van het beheercomité wordt door de vertegenwoordiger van de organisatorische macht van de openbare bibliotheek waargenomen.

Art. 38. De vertegenwoordigers van de openbare overheden, die de openbare bibliotheek betoelagen, zijn lid van rechtswege.

Art. 39. Een lid van het gebruikerscomité van de openbare bibliotheek neemt deel aan de werken van het beheercomité van die bibliotheek.

Art. 40. De bevoegde inspecteur neemt deel aan de werken van het beheercomité in de hoedanigheid van raadgever.

Art. 41. Het beheercomité mag, met het oog op adviesinwinning, beroep doen op iedere persoon die in aanmerking komt om zijn beraadslagingen op te helderen.

Art. 42. De bibliothecaris die de hoogste graad bekleedt van de openbare bibliotheek woont in de hoedanigheid van raadgever het beheercomité van zijn bibliotheek bij en hij neemt er het secretariaat van waar.

Art. 43. Het beheercomité stelt zijn huishoudelijk reglement op.

Art. 44. Een bureau kan ingericht worden.

Art. 45. Het beheercomité komt minstens vier keer per jaar samen. Buitengewone vergaderingen kunnen bijeengeroepen worden op initiatief van de voorzitter of op aanvraag van een aantal leden die 40 % van het totaal effectief van het comité vertegenwoordigen.

Art. 46. Het beheercomité zetelt slechts geldig in aanwezigheid van minstens één vertegenwoordiger van de organisatorische machten die de openbare bibliotheek betoelagen.

Afdeling II. — Over het gebruikerscomité

Art. 47. Om in het kader van het decreet van 28 februari 1978 erkend te worden en haar opdracht doeltreffend te vervullen, moet iedere openbare bibliotheek in haar schoot een gebruikerscomité organiseren, dat de ingeschreven lezers vertegenwoordigt.

De ingeschreven lezers kiezen in hun midden hun vertegenwoordigers in het gebruikerscomité.

Eerste onderafdeling. — Opdracht

Art. 48. In samenwerking met het leidend personeel heeft het gebruikerscomité als opdracht :

1° adviezen uit te brengen over de politiek van de aankoop van boeken;

2° een advies uit te brengen over de vragen waarop nog geen gevolg gegeven werd, die in het register van de desiderata van de lezers voorkomen;

3° zijn advies te verstrekken betreffende de harmonische verdeling van de verzamelingen van de openbare bibliotheek, tussen haar centrale zetel en haar eventuele filialen en/of opslagplaatsen;

4° zijn advies te verstrekken betreffende de uurrooster van de uitleningszittingen en de openingsuren voor het publiek van de openbare bibliotheek, van haar diensten, haar secties en haar eventuele filialen en/of opslagplaatsen;

5° de openbare lectuurvoorziening in het algemeen en de publiciteit van de openbare bibliotheek in het bijzonder, te bevorderen;

6° de betrekkingen van de openbare bibliotheek met de culturele en sportgroeperingen te verzekeren;

7° het personeel van de openbare bibliotheek bij te staan in de organisatie van diverse culturele manifestaties : tentoonstellingen, voordrachten, debatten, concerten en andere.

Onderafdeling II. — Werkingsvoorwaarden en -modaliteiten

Art. 49. Het gebruikerscomité telt :

— 5 tot 11 leden wanneer het aantal ingeschreven lezers lager ligt dan 2 000;

— 9 tot 13 leden wanneer het aantal ingeschreven lezers gelijk is aan of hoger ligt dan 2 000 en lager dan 10 000;

— 11 tot 17 leden wanneer het aantal ingeschreven lezers is aan of hoger ligt dan 10 000.

Het aantal ingeschreven lezers wordt vastgesteld volgens de jaarlijkse statistiek van de ingeschreven lezers van het vorig jaar.

Art. 50. Om tot het gebruikerscomité verkozen te worden, moet een lezer minimum vijf opeenvolgende jaarlijkse inschrijvingen verrechtvaardigen. In afwachting van de eerste termijn van 5 jaar werking van de openbare bibliotheek, moet de lezer zoveel op elkaar volgende jaarlijkse inschrijvingen verrechtvaardigen als de openbare bibliotheek werkingsjaren telt.

Art. 51. Het gebruikerscomité wordt na één jaar werking van de openbare bibliotheek gevormd.

Art. 52. De leden van het gebruikerscomité worden voor drie jaar aangewezen. Het effectief van het gebruikerscomité wordt ieder jaar voor één derde vernieuwd teneinde zo goed mogelijk de volledige vernieuwing van het comité om de drie jaar te verzekeren.

Voor zijn eerste drie jaar wordt het vernieuwingsdispositief van de leden van het gebruikerscomité door loting geregeld.

Art. 53. Het gebruikerscomité kiest uit zijn leden zijn secretaris en zijn voorzitter. Indien deze laatste afwezig is, wordt het voorzitterschap waargenomen door het oudste lid.

Art. 54. De hoogst in graad geplaatste bibliothecaris van de openbare bibliotheek woont de werken van het gebruikerscomité van zijn bibliotheek bij. Hij informeert het onder meer over de imperatieven van het beheer van de openbare bibliotheek, enerzijds om ernaar te streven de culturele ontwikkeling van de betrokken bevolking te bevorderen, en anderzijds met inachtneming van de wetgeving en van de bibliotheconomische normen.

Art. 55. Het gebruikerscomité stelt zijn huishoudelijk reglement op.

Art. 56. De bijeenkomsten van het gebruikerscomité hebben één maand vóór die van het beheercomité plaats. Buitengewone bijeenkomsten kunnen bijeengeroepen worden door de voorzitter of op aanvraag van een aantal leden, die 40 % van het effectief van het comité vertegenwoordigen.

HOOFDSTUK VIII. — Over de inspectie

Art. 57. Om in het kader van het decreet van 28 februari 1978 erkend te worden en haar opdracht doeltreffend te vervullen, moet zich iedere openbare bibliotheek, bij toepassing van de artikelen 4, 9, en 12, van gezegd decreet, onderwerpen aan de bezoeken en aan de controles van de inspectie van het bevoegd bestuur.

TITEL III. — Bijzondere erkenningsvoorwaarden

EERSTE HOOFDSTUK.

Over de plaatselijke openbare bibliotheek

Eerste afdeling. — Over haar lokalen

Art. 58. Om in het kader van het decreet van 28 februari 1978 erkend te worden en haar specifieke opdracht doeltreffend te vervullen, moet iedere plaatselijke openbare bibliotheek over voor

het publiek toegankelijke lokalen beschikken waarvan de interne verdeling tussen de verschillende diensten en de minimale totale oppervlakte per aantal te bedienen lezers als volgt bepaald zijn :

Aantal te bedienen lezers	Interne verdeling van de lokalen tussen de verschillende diensten			Minimale totale oppervlakte van de voor het publiek toegankelijke lokalen
	1. Sektie volwassenen	2. Sektie jeugd	3. Leeszaal	
Tot 250 lezers	40 m ²	30 m ²	30 m ²	100 m ²
500 lezers	60 m ²	35 m ²	35 m ²	130 m ²
750 lezers	80 m ²	40 m ²	40 m ²	160 m ²
1 000 lezers	100 m ²	45 m ²	45 m ²	190 m ²
1 250 lezers	120 m ²	50 m ²	50 m ²	220 m ²
1 500 lezers	140 m ²	55 m ²	55 m ²	250 m ²
1 750 lezers	160 m ²	60 m ²	60 m ²	280 m ²
2 000 lezers	180 m ²	65 m ²	65 m ²	310 m ²
2 250 lezers	200 m ²	70 m ²	70 m ²	340 m ²
2 500 lezers	220 m ²	75 m ²	75 m ²	370 m ²

Het aantal lezers is vastgesteld zoals bepaald in artikel 6, 1^o, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 20 december 1982.

Voor zover er met de minimale totale oppervlakte van de voor het publiek toegankelijke lokalen rekening is gehouden, mogen de relatieve oppervlakten, hierboven voorgeschreven voor de verschillende diensten, gewijzigd worden tot 10 %.

Naast de hierboven voorgeschreven oppervlakten, moet een bewaarplaats, die 300 volumes per m² op de vloer kan bevatten, voorzien worden.

Afdeling II. — Over haar verzamelingen

Art. 59. Om in het kader van het decreet van 28 februari 1978 erkend te worden en haar specifieke opdracht doeltreffend te vervullen, moet elke plaatselijke openbare bibliotheek ten behoeve van haar diensten, haar afdelingen en haar eventuele filialen en/of opslagplaatsen, in eigen bezit zijn van een minimum aantal volumes per lezer, vastgesteld als volgt :

Aantal te bedienen lezers	Verplicht minimumaantal volumes per lezer voor de eerste erkenning
minjer dan 250 lezers	20
van 250 tot 500 lezers	18
van 500 tot 1 000 lezers	16
van 1 000 tot 2 500 lezers	14
van 2 500 tot 5 000 lezers	12
van 5 000 tot 10 000 lezers	10
meer dan 10 000 lezers	8

Afdeling III. — Over haar uitleningszittingen

Art. 60. Om in het kader van het decreet van 28 februari 1978 erkend te worden en haar specifieke opdracht doeltreffend te vervullen, moet iedere plaatselijke openbare bibliotheek uitleningszittingen organiseren die een totaal van minimum 30 openingsuren per week voor het publiek moeten bedragen, verdeeld over 5 dagen, waaronder 's zaterdags en 2 avonden tot minstens 19 uur.

Afdeling IV. — Over haar beheercomité

Art. 61. Wanneer er twee of meer openbare bibliotheken op hetzelfde gemeentelijk territorium gevestigd zijn, heeft het beheercomité van elke plaatselijke openbare bibliotheek van dit territorium ook als opdracht initiatieven voor te stellen geschikt om een effectieve samenwerking te doen ontstaan tussen alle openbare bibliotheken van dat territorium.

Art. 62. Het beheercomité van een plaatselijke openbare bibliotheek telt van 5 tot 11 leden.

Hoofdstuk II. — Over de openbare hoofdbibliotheek

Eerste afdeling. — Over haar lokalen

Art. 63. Om in het kader van het decreet van 28 februari 1978 erkend te worden en haar specifieke opdracht doeltreffend te vervullen, moet iedere openbare hoofdbibliotheek beschikken over specifieke lokalen per sectie, die haar toelaten de taken uit te voeren waarvan sprake in titel III van het ministerieel besluit van

28 februari 1980 tot bepaling van de verscheidene types openbare bibliotheken en tot inrichting van de functionele ontwikkeling van het net.

Daarenboven moet de studie van de globale infrastructuur der lokalen geschieden in overleg met de inspectie van het bevoegd bestuur en erdoor goedgekeurd worden.

Afdeling II. — Over haar verzamelingen

Art. 64. Om in het kader van het decreet van 28 februari 1978 erkend te worden en om haar specifieke opdracht doeltreffend te vervullen, moet iedere openbare hoofdbibliotheek ten minste 60 000 volumes bezitten voor een te bedienen bevolking lager of gelijk aan 120 000 inwoners. Boven 120 000 te bedienen inwoners, moet dit aantal met één eenheid per 3 bijkomende inwoners vermeerderd worden.

Afdeling III. — Over haar uitleningszittingen

Art. 65. Om in het kader van het decreet van 28 februari 1978 erkend te worden en om haar specifieke opdracht doeltreffend te vervullen, moet iedere openbare hoofdbibliotheek uitleningszittingen organiseren die een totaal van minimum 30 openingsuren per week voor het publiek moeten bedragen, verdeeld over 5 dagen waaronder 's zaterdags en 2 avonden tot minstens 19 uur.

Afdeling IV. — Over haar beheercomité

Art. 66. Het beheercomité van een openbare hoofdbibliotheek telt van 9 tot 13 leden.

Art. 67. Een vertegenwoordiger van de gemeentelijke overheid van de gemeente waar de openbare hoofdbibliotheek zetelt, en een vertegenwoordiger per andere gemeente van het bevoegdsteritorium van de voornaamste openbare bibliotheek, nemen deel aan de werken van het beheercomité van deze bibliotheek.

Art. 68. De diensten of secties met een specifieke functie eigen aan de openbare hoofdbibliotheek zijn eveneens in haar beheercomité vertegenwoordigd.

Art. 69. Wanneer de openbare hoofdbibliotheek tevens plaatselijke openbare bibliotheek is, is een vertegenwoordiger van de plaatselijke openbare bibliotheek lid van het beheercomité van de openbare hoofdbibliotheek.

HOOFDSTUK III. — Over de centrale openbare bibliotheek

Eerste afdeling. — Over haar lokalen

Art. 70. Om in het kader van het decreet van 28 februari 1978 erkend te worden en haar specifieke opdracht doeltreffend te vervullen, moet iedere centrale openbare bibliotheek beschikken over specifieke lokalen per sectie, die haar toelaten de taken uit te voeren waarvan sprake in titel IV van het ministerieel besluit van 28 februari 1980 tot bepaling van de verscheidene types openbare bibliotheken en tot inrichting van de functionele ontwikkeling van het net.

Daarenboven moet de studie van de globale infrastructuur der lokalen geschieden in overleg met de inspectie van het bevoegd bestuur en erdoor goedgekeurd worden.

Afdeling II. — Over haar verzamelingen

Art. 71. Om in het kader van het decreet van 28 februari 1978 erkend te worden en om haar specifieke opdracht doeltreffend te vervullen, moet iedere centrale openbare bibliotheek een minimum aantal volumes bezitten dat gelijk is aan het derde van het aantal inwoners van haar bevoegdsteritorium, met een minimum van 100 000 volumes.

Afdeling III. — Over haar uitleningszittingen

Art. 72. Om in het kader van het decreet van 28 februari 1978 erkend te worden en om haar specifieke opdracht doeltreffend te vervullen, moet de centrale openbare bibliotheek uitleningszittingen organiseren die een totaal van minimum 36 openingsuren per week voor het publiek moeten bedragen, verdeeld over 6 dagen waaronder 2 avonden tot minstens 19 uur.

Afdeling IV. — Over haar beheercomité

Art. 73. Het beheercomité van een centrale openbare bibliotheek telt van 11 tot 17 leden.

Art. 74. Een vertegenwoordiger van de organisatorische macht van de centrale openbare bibliotheek en een lid van het leidend of technisch personeel van deze bibliotheek, aangewezen door haar beheercomité, en een vertegenwoordiger per gemeentelijke overheid waarvan één of meer openbare hoofdbibliotheken van het bevoegdsteritorium van de centrale openbare bibliotheek afhangen, zetelen in het beheercomité van de centrale openbare bibliotheek.

Art. 75. Een vertegenwoordiger per reizende openbare bibliotheek en een vertegenwoordiger per dienst of per sectie met een specifieke functie eigen aan de centrale openbare bibliotheek, en een afgevaardigde van het Centrum voor openbare lektuurvoorziening van de Franse Gemeenschap, zetelen in het beheercomité van de centrale openbare bibliotheek.

Art. 76. Wanneer een bijzondere openbare bibliotheek gevestigd is in het bevoegdheidsterritorium van een centrale openbare bibliotheek en wanneer zij conventioneel met deze samenwerkt, zetelt haar vertegenwoordiger in het beheercomité van de centrale openbare bibliotheek.

Art. 77. Wanneer de centrale openbare bibliotheek tevens plaatselijke openbare bibliotheek is, is een vertegenwoordiger van de plaatselijke openbare bibliotheek lid van het beheercomité van de centrale openbare bibliotheek.

Art. 78. Wanneer de centrale openbare bibliotheek tevens openbare hoofdbibliotheek is, is een vertegenwoordiger van de openbare hoofdbibliotheek lid van het beheercomité van de centrale openbare bibliotheek.

TITEL IV. — Verlenging en verlenging van de erkenning, verandering van categorie en intrekking van de erkenning : dokumenten en procedure

EERSTE HOOFDSTUK. — Verlenging van de erkenning

Art. 79. § 1. De organisatorische macht die de erkenning voor een openbare bibliotheek wenst, dient een aanvraag om erkenning in bij de Minister tot wiens bevoegdheid de Openbare Dienst voor lektuurvoorziening behoort via het bevoegd bestuur.

§ 2. Het dossier van aanvraag om erkenning is samengesteld uit een aanvraag volgens de vereiste vorm, samen met de volgende dokumenten :

1° de teksten die het juridisch statuut van de openbare bibliotheek vastleggen;

2° de analyse van de behoeften van de bevolking die bediend wordt door de openbare bibliotheek, door haar eventuele filialen en/of opslagplaatsen inbegrepen;

3° een intentienota;

4° de gesolliciteerde categorie : lokale of hoofdbibliotheek of centrale;

5° het personeelskader, met onderscheid van wat deel uitmaakt van de weddetoelagen toegekend door de Executieve van de Franse Gemeenschap;

6° de plannen en opmetingen van de oppervlakten en de lokalen van de openbare bibliotheek;

7° een globale staat van de verzamelingen van de openbare bibliotheek.

§ 3. Wanneer een openbare bibliotheek vraagt om in verschillende categorieën erkend te worden, moet zij een dossier met aanvraag om erkenning indienen voor elke categorie waarin zij vraagt erkend te worden, en dit met duidelijk onderscheid van elementen eigen aan elke categorie, inzonderheid de lokalen en het personeelskader.

Art. 80. De openbare bibliotheek moet minstens een volledig burgerlijk jaar gefunctioneerd hebben.

Art. 81. Het dossier moet vóór de eerste maart van het burgerlijk proefjaar waarvan sprake in artikel 80, ingediend worden.

Art. 82. De openbare bibliotheken, erkend overeenkomstig de wet van 17 oktober 1921, zijn vrijgesteld van het burgerlijk proefjaar waarvan sprake in artikel 80 en dienen hun dossier met aanvraag om erkenning in in het kader van het decreet van 28 februari 1978, vóór 1 maart van het jaar waarvoor zij hun eerste erkenning in het kader van gezegd decreet aanvragen.

Art. 83. Het bevoegd provinciaal coördinatiecomité, door de Minister geraadpleegd overeenkomstig artikel 3 van het ministerieel besluit van 6 maart 1979, betreffende de provinciale coördinatiecomités van de openbare lektuurvoorziening, moet zijn advies binnen de twee maanden van zijn opnemering uitbrengen, en ten laatste vóór 15 juni daaropvolgend.

De Minister neemt een beslissing vóór 1 oktober op de voordracht van het bevoegd bestuur.

De beslissing om de erkenning te verlenen wordt binnen de 20 werkdagen aan de organisatorische macht van de openbare bibliotheek medegedeeld.

De erkenning heeft uitwerking op 1 januari die volgt op het burgerlijk proefjaar waarvan sprake in artikel 80 van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — Verlenging van de erkenning

Art. 84. Vóór 1 oktober van ieder jaar maakt de bevoegde administratie haar voorstel over aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Openbare Dienst voor lektuurvoorziening behoort.

Behoudens tegengesteld advies van de bevoegde administratie, wordt de erkenning automatisch voor één jaar verlengd.

HOOFDSTUK III. — Verandering van categorie

Art. 85. Elke openbare bibliotheek, erkend overeenkomstig het decreet van 28 februari 1978 en die wenst van categorie te veranderen, dient een dossier identiek met het dossier waarvan sprake in artikel 79, § 2, in.

Zij wordt vrijgesteld van het burgerlijk proefjaar waarvan sprake in artikel 80 en dient haar vraag om verandering van categorie in vóór 1 maart van het jaar waarvoor zij vraagt van categorie te veranderen.

Art. 86. De procedure voor verandering van categorie is dezelfde als deze bepaald in artikel 83 van dit besluit.

HOOFDSTUK IV. — Intrekking van de erkenning

Art. 87. Wanneer een openbare bibliotheek niet meer de door dit besluit bepaalde voorwaarden vervult, kan de Minister tot wiens bevoegdheid de Openbare Dienst voor lektuurvoorziening behoort, de intrekking van de erkenning van de openbare bibliotheek uitspreken, op de voordracht van de bevoegde administratie, het bevoegd provinciaal coördinatiecomité gehoord binnen de twee maanden.

TITEL IV. — Slotbepaling

Art. 88. De Minister tot wiens bevoegdheid de Openbare Dienst voor lektuurvoorziening behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 juli 1984.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,

De Minister-Voorzitter,

Ph. MOUREAUX

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Gerechtelijke Politie

Bij koninklijk besluit van 19 september 1984 is de heer N. Bertrand, officier-eerstaanwezend commissaris voor gerechtelijke opdrachten bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Luik, met ingang van 1 juli 1984, bevorderd tot officier-eerstaanwezend commissaris eerste klasse voor gerechtelijke opdrachten bij dit parket.

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Police judiciaire

Par arrêté royal du 19 septembre 1984, M. N. Bertrand, officier-commissaire principal aux délégations judiciaires près le parquet du tribunal de première instance à Liège, est promu au grade d'officier-commissaire principal de première classe aux délégations judiciaires près ce parquet à la date du 1er juillet 1984.